



Image d'illustration de la police belge devant le parc Maximilien, en septembre. Crédit : Reuters

Belgique : des migrants arrêtés chez leurs hébergeurs citoyens

Des perquisitions ont été menées chez des hébergeurs citoyens de migrants en Belgique, dimanche 7 octobre. L'opération a permis l'inculpation de sept personnes, soupçonnés d'être des passeurs. La plateforme citoyenne dénonce, elle, une "mascarade politique".

Plusieurs perquisitions ont été menées en [Belgique](#) le matin du dimanche 7 octobre au domicile de quatre hébergeurs de migrants. Selon la justice belge, l'opération a permis le démantèlement d'une bande de passeurs qui opérait depuis Bruxelles pour transporter des Soudanais et des Érythréens vers le Royaume-Uni.

[>> À lire sur InfoMigrants : Reportage : à Bruxelles, des citoyens belges ouvrent leurs portes aux migrants](#)

Parmi les dix personnes interpellées, sept ont été incarcérées après leur inculpation "comme auteur ou co-auteur de faits de trafic d'êtres humains dans le cadre d'une organisation criminelle", a indiqué le parquet de Bruxelles dans un communiqué. Les trois autres ont été libérées, aucune charge n'a été retenue contre elles.

"La bande cachait les victimes dans des conditions pénibles et dangereuses"

Le réseau est soupçonné d'avoir organisé le passage d'une "vingtaine de personnes par jour", moyennant une somme de 500 à 2 500 euros par migrants, écrit le parquet.

Les enquêteurs estiment que les migrants étaient recrutés dans le parc Maximilien à Bruxelles, lieu de rencontre des migrants dans la capitale belge. Après avoir pris le train jusqu'à la gare de Rochefort-Jemelle, dans le sud de la Belgique, ils devaient parcourir environ 15 km à pied jusqu'à un parking de l'autoroute E411, d'où ils embarquaient dans des véhicules se dirigeant vers les ports de la côte.

"La bande cachait les victimes, souvent dans des conditions pénibles et dangereuses dans des camions (...) parfois même frigorifiques", signale le parquet.

Les enquêteurs poursuivent leurs investigations pour mettre au jour d'éventuelles complicités. Ils pensent que les trafiquants ont pu faire appel à des "citoyens" belges, apportant "en connaissance de cause" une aide aux passeurs, soit en les hébergeant soit en les transportant en voiture.

"Des hébergeurs traités comme des criminels" pour casser l'élan de solidarité

La plateforme citoyenne de soutien aux réfugiés, qui gère notamment les hébergements citoyens des migrants dans la capitale belge, a dénoncé la "violence" de ces perquisitions dans un communiqué. "Des ménages belges ont été ciblés comme s'ils étaient devenus des repaires de narcotrafiquants. Portes et serrures forcées, plaquages au sol, mandats d'amené, citoyens menottés", peut-on lire sur la [page Facebook de l'association](#). "Nous ne comprenons pas que des hébergeurs puissent de la sorte être traités comme des criminels", continue la plateforme.

[Mehdi Kassou](#), le porte-parole de la plateforme citoyenne, contacté par InfoMigrants, ne cache pas sa colère et dénonce une manœuvre politique. "C'est une mascarade ! On défonce les portes des gens, on traumatise les enfants, on effraie les voisins... pour rien. On a juste voulu prendre des sans-papiers", a-t-il déclaré. "Il y a une volonté de faire peur et de casser l'élan de solidarité envers les migrants", conclut-il.

La plateforme citoyenne compte sur un réseau de 10 000 hébergeurs à travers le pays pour ouvrir chaque soir un toit aux migrants.